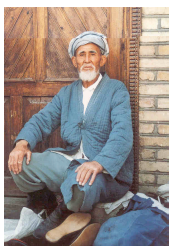


**Note relative**  
**aux offres d'emploi « Relations internationales »**  
**des collectivités territoriales**  
**1<sup>er</sup> trimestre 2012**

Une étude de l'Agence COOP DEC Conseil  
Mai 2012

Réalisée par Estelle VALLIER  
Chargée de mission  
Sous la direction de Yannick LECHEVALLIER  
Directeur général



**Agence COOP DEC Conseil (ACDC)**

SARL au capital de 7500 € - SIRET : **444 247 621 00022** - APE 7022Z  
30 rue Claude Tillier – 75012 Paris

Organisme de formation enregistré sous le n°11921442892 auprès du Préfet de la région d'Ile de France

TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant communautaire : FR2644424762100022

Web : [www.coopdec.org](http://www.coopdec.org) / Mél : [contact@coopdec.org](mailto:contact@coopdec.org) / Tél. 01 40 09 20 26

*Organisme agréé pour la formation des élus locaux*

## Sommaire

---

Sommaire.....	2
Introduction .....	3
Les résultats de l'enquête .....	4
Présentation générale .....	4
Les territoires régionaux qui recrutent dans les relations internationales.....	5
Répartition par champ d'intervention .....	5
La durée du temps de travail sur l'activité « Relations Internationales ».....	6
Les profils recherchés. ....	6
Les missions .....	8
Bilan et perspectives.....	9
Liste des tableaux.....	11

## Introduction

---

L'Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale a publié en mars 2011 une Note de conjoncture sur les « Tendances de l'emploi territorial »<sup>1</sup>. Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, sur 1 844 040 agents territoriaux, il était estimé que 1 750 personnes étaient mobilisées sur l'International et l'Europe, soit 0,1 % de l'ensemble des effectifs territoriaux. *Le nombre de recrutements envisagés en 2011 était de 30 postes soit 0,1 % de l'ensemble des recrutements prévus. Sur ces 30 postes, 14% seraient des créations d'emploi et 86% des remplacements de postes suite à des départs définitifs.*

Le domaine de l'action internationale des collectivités territoriales étant un secteur pour lequel les emplois restent faibles sur l'ensemble du recrutement public, très peu d'informations sont diffusées sur la nature du poste de chargé de mission Relations Internationales dans les collectivités territoriales. Il est donc devenu presque indispensable de s'intéresser à une réalité très concrète, celle des offres d'emplois réellement existantes sur ce marché en constante mutation.

L'objectif de cette étude est donc d'offrir une photographie précise des recrutements des collectivités territoriales dans le domaine des « Relations internationales ». Au-delà du nombre de recrutements sur un trimestre, cette étude présente les conditions de recrutement, la structuration des postes, le statut des postes, ... L'objectif de cette étude est de pouvoir donner plus d'information sur la réalité de cette « niche » en termes d'emploi, à l'ensemble des personnes qui souhaitent postuler.

## Méthodologie

---

Les offres d'emploi de trois sites web ont été répertoriées : la Gazette des Communes<sup>2</sup>, Emploi public<sup>3</sup> et Territorial recrutement<sup>4</sup>. Certaines offres ont été trouvées directement sur les sites Internet des collectivités territoriales, au cours de recherches ponctuelles mais non systématiques. Enfin, certaines collectivités ont fait parvenir à l'Agence COOP DEC Conseil des offres d'emploi qui sont ensuite publiées dans la newsletter<sup>5</sup> de l'Agence et sur son site web<sup>6</sup>

Les collectivités territoriales ont une obligation de publication de leurs offres d'emploi. Mais cela peut être limitée à une publication sur leur site ou sur un journal local. Notre recherche n'a donc pas une prétention d'exhaustivité. Toutefois, la consultation sur le long terme des mêmes sources reconnues, doit nous permettre de donner un indicateur de la situation de ce marché de l'emploi.

Les trois sites Internet ont été consultés une fois par semaine entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 30 mars 2012. La recherche des offres d'emploi a été effectuée uniquement par

---

<sup>1</sup>[http://www.centre.cnfpt.fr/site/fr/agent-territorial/Carri%C3%A8re\\_-\\_Parcours\\_professionnel/Tendances\\_de\\_l\\_emploi\\_territorial\\_-\\_Edition\\_2011/369/](http://www.centre.cnfpt.fr/site/fr/agent-territorial/Carri%C3%A8re_-_Parcours_professionnel/Tendances_de_l_emploi_territorial_-_Edition_2011/369/)

<sup>2</sup><http://www.lagazettedescommunes.com/>

<sup>3</sup><http://www.emploipublic.fr/>

<sup>4</sup><http://www.territorial-recrutement.fr/>

<sup>5</sup>[www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86\\_rubrique.php](http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86_rubrique.php)

<sup>6</sup>[www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/83/83\\_rubrique.php](http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/83/83_rubrique.php)

les mots-clés suivants: « international », « Europe », « coopération décentralisée », « jumelage » ,

Si l'intitulé de l'offre d'emploi était imprécis ou ambigu, la lecture détaillée du contenu de l'annonce permettait dans la quasi totalité des cas de décider si l'offre devait être retenue ou non.

Au total, sur la période étudiée, 15 annonces ont été recensées suite à la recherche par mots-clés et à la lecture rapide du détail des offres.

Deux types d'offres ont ainsi été distingués dans cette étude. D'un côté, les postes dont l'activité complète relève de l'Europe et de la Coopération décentralisée. De l'autre, les postes dont les missions de Relations internationales – Coopération décentralisée n'occupent qu'une partie du temps travaillé : ces postes auront l'appellation « poste mixte » pour la suite de l'étude.

De la même manière, on pourra distinguer les offres d'emploi en « coopération décentralisée » de celles « Europe », plus centrées sur la coopération européenne, la veille communautaire et la gestion des fonds structurels.

## **Les résultats de l'enquête**

---

### **Présentation générale**

Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 mars 2012, les offres recensées sont au nombre de 15.

- 14 institutions ont souhaité recruter durant ces trois mois.
  - ↳ A noter que la Communauté Urbaine Lille Métropole a publié 2 offres au mois de mars

**Tableau n° 1 : Répartition par institutions**

<b>Institutions</b>	<b>Nombre d'offre</b>
Conseils régionaux	4
Conseil généraux	4
Villes	2
EPCI	4
Autres	1
<b>Total</b>	<b>15</b>

**Tableau n° 2 : Répartition selon le mois de parution**

<b>Mois</b>	<b>nombre d'offre</b>
Janvier	8
Février	3
Mars	4
<b>Total</b>	<b>15</b>

Sur ce trimestre, 53 % des offres ont été publiées au mois de janvier.

## Les territoires régionaux qui recrutent dans les relations internationales

Sur une base régionale, 4 territoires régionaux sur les 15 ont émis des offres d'emploi dans le domaine des relations internationales.

Durant cette période, le territoire d'Île-de-France et le Nord Pas De Calais ont émis le plus d'offres d'emploi relatives aux relations internationales. En 3 mois, ils ont chacun publié 3 offres. Pour l'Île de France, il s'agit de 2 villes (Montreuil et Aubervilliers) et du Conseil général des Hauts de Seine. La région Nord Pas de Calais cumule 2 offres de la communauté urbaine de Lille Métropole et 1 autre du Conseil Général du Pas de Calais. Les autres territoires régionaux restants ont publié quant à eux 1 offre chacun.

Au regard des 2 précédentes études, l'Île-de-France garde son positionnement. En revanche, la région Rhône Alpes ne figure plus, en termes de recrutement après la région francilienne. Nous n'avons identifié, d'ailleurs, aucune offre dans le domaine des relations internationales durant le premier trimestre 2012.

**Tableau n°3 : Répartition des offres par employeurs**

	Conseils Régionaux	Conseils Généraux	Villes	EPCI	Autres	Total
Toutes les offres recensées	4	4	2	4	1	15
dont Europe	2	2		2		6
dont coopération décentralisée	1		1		1	3
Mixte	1	2	1	2		6

### Répartition par champ d'intervention

- Relations internationales : 9  
↳ soit 3 pour la coopération décentralisée et 6 pour l'Europe
- Mixte : 6 (c'est-à-dire où les missions liées à l'international sont liées à un autre domaine).

**Tableau n° 4 : Répartition par champs d'intervention**

Europe		Coopération décentralisée	Mixte	Total
Coopération européenne	Gestion des fonds structurels			
4	2	3	6	15

**La durée du temps de travail sur l'activité « Relations Internationales »****Tableau n° 5 : Répartition par mois et par temps plein sur l'international**

Mois	Nombre d'offres recensées	Nombre de temps plein Europe	Nombre de temps plein Coopération décentralisée
Janvier 2012	8	3	2
Février 2012	3	3	0
Mars 2012	4	0	1
Sous total	15	6	3
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	

Sur les 15 offres recensées sur le premier trimestre 2012, seulement 9 sont des postes à temps pleins sur l'international (Europe et coopération décentralisée).

6 offres sur 15 proposent des postes où les missions de relations internationales sont rattachées à une autre activité.

A titre d'exemple, une offre décrit un poste où le responsable aura en charge les politiques contractuelles qu'elles soient nationales ou européennes. Sur 2 postes mixtes sur 6, les relations internationales sont liées aux activités de développement économique et d'attractivité du territoire.

**Les profils recherchés.**

- Une majorité de chargés de mission de préférence déjà fonctionnaires et de catégorie A (6 offres sur 15 exigent un fonctionnaire de catégorie A)
- Ayant une expérience significative dans la gestion de projets, au sein des collectivités territoriales et dans la gestion de fonds européens. (1 offre pour la gestion de projets, 1 offre pour l'expérience des collectivités territoriales et 4 offres requièrent une expérience dans la gestion des fonds européens)
- Contrairement à l'étude du dernier trimestre 2011, très peu de compétences managériales sont recherchées puisque une seule offre souhaite une

expérience managériale contre 14 fiches de poste sur 28 lors de la précédente étude.

- Possédant de bonnes connaissances sur la fonction des institutions européennes et nationales (7 offres sur 15 spécifient une bonne connaissance des collectivités territoriales et 5 des institutions européennes).
- Maîtrisant l'anglais pour la plupart (10 offres sur 15 précisent une maîtrise de l'anglais) ainsi qu'une seconde langue (sur les 10 offres exigeant l'anglais, 3 apprécient la maîtrise d'une seconde langue). L'allemand et l'espagnol sont le plus souvent cités en seconde langue.
- Maîtrisant les outils informatiques (8 offres le spécifient)
- Généralement, des études supérieures sont exigées d'un niveau bac + 3 à bac + 5 (2 offres précisent un niveau bac + 3, 2 un niveau bac + 4 et 2 autres bac + 5)

**Tableau n°6 : Répartition selon la catégorie recherchée**

A+	A	B	C	Non renseigné	Total
0	6	2	0	8	16 <sup>7</sup>

**Tableau n°7 : Répartition des offres selon la position dans la hiérarchie**

Assistant	Chargé de mission	Chargé / animateur de programme	Chef de service	Responsable	Directeur Adjoint	Directeur	Autres (à savoir chargé d'étude)	Total
1	4	2	3	2	0	2	1	15

Les postes que l'on retrouve le plus sont ceux de chargés de missions et de programme (6 au total) et les postes à responsabilité (Chef de service, Responsable, Directeur) qui cumulent 6 offres sur quinze durant ce premier trimestre 2012.

<sup>7</sup> Le total ne fait pas 15 car une annonce précise qu'elle recherche un fonctionnaire de catégorie A ou B, Nous avons donc comptabilisé les deux catégories.

**Tableau n°8 : Répartition des offres selon leur service de rattachement**

Cabinet	1
Direction Générale Adjointe	1
Direction Générale des Services	0
Direction Générale des Relations Internationales et de l'Europe	7
Communication	0
Développement économique et aménagement du territoire	2
Culture et vie associative	1
Solidarité et coopération	1
Autres <sup>8</sup>	2
<b>Total</b>	<b>15</b>

Bien que la date de la parution de l'annonce ne soit pas souvent renseignée, lorsqu'une offre est publiée, il faut compter entre 15 jours et 1 mois avant la date limite pour présenter sa candidature. La prise de fonction n'est quasiment pas renseignée (1 seule offre précise la date à laquelle le poste débute).

### **Les missions**

La majeure partie des missions porte sur la coopération européenne. Il est demandé dans 6 offres sur 15, la gestion des programmes et crédits européens. Au sein de cette mission, on peut retrouver des activités de suivi des fonds, de montage de dossier ou encore de veille sur les appels à projets européens. Toujours dans le domaine de l'Europe, 6 offres sur 15 indiquent des missions de développement et de promotion de la coopération européenne qui impliquent d'assurer la représentation de la collectivité sur la scène européenne, de participer à toute manifestation en lien avec l'activité européenne, placer la collectivité comme un interlocuteur pertinent au niveau européen ou encore d'assurer la coordination des missions européennes avec les autres services de la collectivité.

3 offres évoquent des missions mise en œuvre de coopération internationale au sens large (en charge des relations extérieures, coopération transfrontalière, internationale et coopération décentralisée).

Il est, à plusieurs reprises, exigé des missions de gestion budgétaire mais aussi des subventions associatives ou encore la recherche de financements extérieurs (5 offres le spécifient).

En revanche, une seule offre semble donner un peu plus d'autonomie à la fiche de poste puisque la personne serait en charge de la définition de la politique internationale de la collectivité, alors que dans les autres cas, le poste se limite à la mise en œuvre de la politique.

2 offres précisent un soutien et conseils aux opérateurs qui portent le projet et enfin l'activité de veille est énoncée dans 2 offres.

---

<sup>8</sup> On trouve un poste au sein de la Direction de l'eau et un autre à la Direction de l'emploi, la formation et de l'insertion.



## **Bilan et perspectives**

---

Nous remarquons, de prime abord, qu'il y a très peu d'offre pour le domaine de la coopération décentralisée (en moyenne 1 offre/mois).

Par ailleurs, 6 offres sur 15 présentent des postes qui partagent l'activité « Relations Internationales » avec un autre domaine (Développement économique, Vie associative). De fait, les offres à plein temps sur l'international dans les collectivités territoriales sont, en fin de compte, plutôt réduites.

Au sein de ces annonces dédiées à l'international à plein temps, contrairement à l'étude précédente, la tendance s'est inversée concernant les offres « Europe » et « coopération décentralisée ». Depuis 2010, un rééquilibrage aurait eu lieu entre ces deux catégories : au début, nous identifions davantage d'offres « coopération décentralisée » puis en 2011, les deux catégories proposaient quasiment le même nombre d'offres d'emplois et aujourd'hui nous remarquons davantage d'offres « Europe » que « coopération décentralisée »

Sur le type de poste recherché, nous notons qu'il s'agit pour la plupart de postes à responsabilité (directeur, chef, responsable) et de chargé de missions. Nous recensons 1 seule offre d'assistant. La plupart des offres recherche un fonctionnaire de catégorie A avec un niveau d'études supérieures minimum Bac +3 (Bac + 5 le plus souvent spécifié) avec comme discipline le domaine « Relations internationales/Coopération internationale et développement » ou une formation davantage généraliste (économie, sciences politiques, droit, ...). Enfin, la maîtrise de l'anglais et des outils informatiques est souvent requise.

L'étude va être poursuivie pour le deuxième trimestre 2012 et paraîtra ainsi en septembre.

Le recensement des offres ayant commencé en 2010, il conviendra de s'intéresser également aux évolutions du métier depuis deux ans. Nous proposons alors de nous intéresser aux offres publiées sur cette période afin d'essayer d'en dégager des grandes tendances. En effet, existe-t-il une corrélation avec le contexte budgétaire restreint depuis quelques années (gel des finances publiques) qui aurait pour conséquence que le recrutement public se concentre davantage sur des postes dits « traditionnels », les métiers « relations internationales » dans les collectivités étant plutôt récents. Nous essaierons de voir les évolutions de ce métier sur deux ans afin de dégager les constantes et les variations sur ces postes.

**Tableau n° 9 : Récapitulatif des offres recensées sur la période**

<b>Institution</b>	<b>Mois de l'année</b>	<b>Intitulé du poste</b>
Ville de Montreuil	janv-12	Responsable du service Echanges internationaux et de la Coopération Décentralisée
Ville d'Aubervilliers	janv-12	Responsable administratif et financier
Communauté d'Agglomération d'Angers Loire	janv-12	Chargé de gestion FSE (Fonds Social Européen)
Conseil général Pas de Calais	janv-12	Directeur du centre interculturel de l'entente cordiale
Conseil général des Hauts de Seine	janv-12	Chef de service
Syndicat mixte Niverlan	janv-12	Assistant de projets européens INTERREG
Conseil général des Pyrénées-Atlantiques	janv-12	Chargé de programmes européens
Conseil territorial de Saint Pierre et Micquelon	janv-12	Chargé de mission relations extérieures
Conseil général du Calvados	févr-12	Chargé de mission Fonds Structurels
Conseil Régional Languedoc Roussillon	févr-12	Chargé de mission Europe à Bruxelles
Conseil Régional PACA	févr-12	Chef de Projet NEURORESCUE et suivi de partenariats européens
Lille Métropole	mars-12	Chargé de coopération en matière économique à l'international
Conseil Régional Bretagne	mars-12	Chef du pôle FEDER-CPER
Lille Métropole	mars-12	Chargé d'études
Conseil Régional Franche Comté	mars-12	Directeur Europe et International

## **Liste des tableaux**

Tableau n° 1 : Répartition par institutions .....	4
Tableau n° 2 : Répartition selon le mois de parution .....	4
Tableau n°3 : Répartition des offres par employeurs .....	5
Tableau n° 4 : Répartition par champs d'intervention .....	6
Tableau n° 5 : Répartition par mois et par temps plein sur l'international .....	6
Tableau n°6 : Répartition selon la catégorie recherchée .....	7
Tableau n°7 : Répartition des offres selon la position dans la hiérarchie .....	7
Tableau n°8 : Répartition des offres selon leur service de rattachement .....	8
Tableau n° 9 : Récapitulatif des offres recensées sur la période .....	10